

NOTE DE TRANSMISSION

Émetteur : Secrétariat

Destinataire : Convention

Objet: Réactions au projet de protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union
européenne
- Analyse

Les membres de la Convention trouveront en annexe un état récapitulatif des propositions d'amendements au Protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne (CONV 579/03, Annexe III).

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS
AU PROTOCOLE SUR LE RÔLE DES PARLEMENTS NATIONAUX
DANS L'UNION EUROPÉENNE (CONV 579/03, ANNEXE III)

I. Analyse des amendements par thème - récapitulatif

1. Quatre thèmes principaux se dégagent des propositions d'amendements au protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne:
 - a) Le rôle des parlements nationaux et la manière dont il est exposé dans le protocole ainsi que la manière dont les parlements nationaux sont associés aux activités de l'Union;
 - Les questions soulevées concernent la manière dont le rôle des parlements nationaux dans la vie de l'Union en générale est exposé dans le protocole ainsi que les rôles spécifiques qui devraient être assumés par les parlements nationaux. Dans le deuxième cas, il est proposé d'inclure plusieurs rôles supplémentaires, en liaison notamment avec le droit de faire des observations sur le fond des propositions législatives au-delà de la question particulière de la subsidiarité, l'organisation des débats concernant le programme de travail annuel et la préparation et la ratification des amendements à la Constitution. Les amendements proposés ont trait également à la définition des parlements nationaux dans le contexte du protocole et contiennent des propositions concernant les références à chaque chambre ainsi qu'à l'échelon sous-national (régions dotées de pouvoirs législatifs).
 - b) L'étendue du champ des informations transmises aux parlements nationaux (les institutions pouvant les transmettre);
 - Les amendements proposés concernent un élargissement du champ des informations visées dans le projet de protocole ou l'ajout d'éléments supplémentaires concernant les domaines couverts dans le projet de texte. Les ajouts proposés couvrent la transmission de la stratégie multiannuelle, le rapport annuel du médiateur européen, les procès-verbaux des débats publics du Conseil, et les informations figurant dans les propositions législatives quant à leurs conséquences financières et réglementaires.
 - c) Les délais applicables concernant différents aspects du protocole;
 - Les amendements proposés concernent entre autres l'indication du délai à respecter pour la transmission des documents par la Commission, les restrictions s'y ajoutant concernant le délai prévu entre la transmission de la proposition et sa mise à l'ordre du jour du Conseil en vue de son adoption, la fixation formelle d'un délai entre l'examen par le Coreper et l'adoption d'une position commune par le Conseil ainsi que les délais pour la transmission des ordres du jour et des procès-verbaux du Conseil.

d) Coopération interparlementaire, notamment le rôle de la COSAC.

- Les amendements proposés concernent la manière générale dont il est fait référence à la coopération interparlementaire et à sa promotion par le Parlement européen et les parlements nationaux, ainsi que le rôle de la COSAC. Pour ce qui est de celle-ci, plusieurs propositions ont été avancées visant une description plus précise de ses tâches et des domaines dans lesquels elle peut apporter une contribution.

2. On trouvera dans la section II ci-après un état plus détaillé des amendements proposés (points a) à d)), ainsi qu'un récapitulatif des propositions formulées à l'égard d'autres aspects.

II. Analyse détaillée des amendements par thème

a) *Le rôle des parlements nationaux et la manière dont ce rôle est exposé dans le texte du protocole, et la manière dont les parlements nationaux participent aux activités de l'Union*

- En ce qui concerne le rôle des parlements nationaux dans la vie de l'Union en général tel qu'il est exposé dans le protocole, plusieurs membres de la Convention proposent d'ajouter un point ainsi que de renforcer le libellé actuel du projet de préambule du protocole en soulignant que la participation des parlements nationaux dans l'Union pourrait contribuer à rapprocher l'Union des citoyens (*NP17/Stuart and 18 co-signatories, NP5/Andriukaitis et 2 cosignataires, NP31/Azevedo, Nazaré Pereira*).
- Les propositions concernant le rôle spécifique des parlements nationaux couvrent les éléments supplémentaires suivants:
 - les parlements nationaux devraient également pouvoir faire des recommandations sur d'autres aspects (que les aspects liés à la subsidiarité) de la proposition législative de la Commission; il convient d'ajouter un texte au point contenant la référence au mécanisme d'alerte précoce mis en place pour contrôler le respect du principe de subsidiarité, ou de prévoir un point distinct (*NP1/Serracino-Inglott, Inguanez, NP30/Costa, d'Oliveira Martins*);
 - un débat sur le programme de travail annuel de la Commission devrait se tenir simultanément au sein de tous les parlements nationaux (*NP2/van der Linden et 6 cosignataires*);
 - les amendements concernant la 2ème Partie de la Constitution devraient être ratifiés à la majorité (renforcée) par les parlements nationaux, (*NP3/van der Linden et 3 cosignataires*);

- les parlements nationaux devraient participer à toute convention créée en vue d'amender la Constitution, sur la base du principe de parité avec le Parlement européen (NP12/Duff et 16 cosignataires);
- les parlements nationaux devraient être invités à apporter leur contribution à des propositions d'actes relatifs à la coordination des politiques nationales, y compris les grandes orientations économiques *et sociales* (NP15/Berès) ou à faire rapport chaque année au Parlement européen sur l'adhésion de leur gouvernement aux grandes orientations des politiques économiques (NP12/Duff et 16 cosignataires);
- les parlements nationaux devraient pouvoir faire des observations sur le programme législatif annuel de la Commission et décider (à 75 % des voix) de la base juridique des propositions que celui-ci mentionne, délibérer sur les propositions et communiquer les résultats de ces débats aux institutions, et décider d'opposer un veto à une proposition lorsqu'ils ont des raisons primordiales de le faire. (NP25/Bonde, Seppänen);
- chaque parlement national devrait élire un Commissaire et avoir le droit de le censurer (NP25/Bonde, Seppänen);
- l'ajout au protocole d'une disposition qui concerne le rôle spécifique des parlements nationaux par rapport à l'espace de liberté, de sécurité et de justice (NP28/Floch, NP29/Lequiller).

- La question de la définition des parlements nationaux est abordée dans plusieurs propositions d'amendement. Plusieurs membres de la Convention proposent que les points correspondants du protocole soient modifiés de manière à spécifier que chaque chambre d'un parlement national devraient recevoir les propositions législatives et les autres textes s'y rapportant, ou que ceci figure dans un point distinct (NP9/Pieters, NP13/Teufel, NP 19-24/Wuermeling, Altmaier, NP41/Michel, de Gucht, di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy, Dewael and NP33/Fischer – (dans ce dernier cas en liaison avec le point 3 qui fait référence au mécanisme d'alerte en liaison avec le principe de subsidiarité prévu dans le protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité).
- Certains membres proposent en outre que le protocole s'applique non seulement aux parlements à l'échelon national, mais aussi aux niveaux régional/sous-régional lorsque ces niveaux sont dotés de pouvoirs législatifs, conformément à la constitution des États membres, suivant les indications données par ceux-ci (NP41/Michel et 6 cosignataires, NP9/Pieters, NP12/Duff et 16 cosignataires, NP20/Wuermeling et Altmaier).

- les amendements proposés concernant le point qui fait référence au mécanisme d'alerte prévu dans le protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité (point 3 du projet de protocole sur le rôle des parlements nationaux) concernent:
 - une reformulation (et un déplacement) du point contenant la référence susmentionnée, de manière à faire référence aussi aux avis motivés formulés après une convocation du comité de conciliation, et à indiquer que le Parlement européen, le Conseil et la Commission agissent conformément au protocole (sur la subsidiarité) dans le cas où de tels avis motivés seraient formulés (*NP17/Stuart et 18 cosignataires, NP5/Andriukaitis et 2 cosignataires*);
 - une reformulation reprenant les principaux éléments du mécanisme d'alerte, y compris la réponse de la Commission et le seuil d'un tiers des parlements (*NP12/Duff et 16 cosignataires*);
 - ajout d'une référence au principe de proportionnalité (*NP27/Hain, NP31/Azevedo, Nazaré Pereira*) et au président du Conseil européen (*NP31/Azevedo, Nazaré Pereira*);
 - suppression du point 3 existant, pour inclure dans un nouveau point 2 une mention plus brève concernant la transmission des propositions législatives aux parlements nationaux par la Commission (*NP32/Lopes, Lobo Antunes*).
- b) *L'étendue du champ des informations transmises aux parlements nationaux (et les institutions pouvant les transmettre)*

Les amendements proposés couvrent les éléments suivants:

- Plusieurs membres de la Convention proposent d'amender le point 1 du projet de protocole afin d'y insérer une référence au programme législatif annuel (*NP39/Brok et 42 cosignataires*). Une autre proposition est de faire figurer au point 2 du projet de protocole une référence à tout instrument de planification législative ou de stratégie politique, en particulier la stratégie politique annuelle et le programme de travail législatif annuel, et par conséquent de supprimer le point 4 du projet de protocole (*NP18/Farnleitner*). Plusieurs membres proposent que le Conseil européen consulte les parlements nationaux sur la stratégie multiannuelle (*NP12/Duff et 16 cosignataires*);
- Plusieurs membres proposent d'amender le point qui concerne la transmission des propositions législatives par la Commission aux parlements nationaux (point 2 du projet de protocole) pour préciser que ces propositions doivent comporter un exposé des motifs sous-tendant l'initiative ainsi que des informations sur leurs implications financières et réglementaires (*NP12/Duff et 16 cosignataires*);

- Certains membres proposent que la Commission transmette également les propositions modifiées (point 2 du projet de protocole) aux parlements nationaux (*NP16/Tillikainen, Peltomäki*);
- Plusieurs membres de la Convention proposent que le point concernant la transmission des ordres du jour et des procès-verbaux des sessions du Conseil soit modifié en y ajoutant la transmission du compte-rendu des débats pour ce qui concerne les sessions publiques du Conseil (*NP17/Stuart et 18 cosignataires, NP5/Andriukaitis et 2 cosignataires*). Il est proposé aussi d'indiquer dans ce point que le Conseil soumet les propositions législatives de la Commission, ainsi que les ordres du jour et les procès-verbaux des sessions du Conseil, aux parlements nationaux (*NP26/Muscardini*). Certains proposent également d'étendre le champ des documents du Conseil aux ordres du jours et résultats des travaux des groupes de travail ainsi qu'aux documents de travail (*NP25/Bonde, Seppänen*).

Il est proposé également de modifier le texte du point 5 de manière à préciser que les gouvernements s'efforcent de fournir aux parlements nationaux des informations claires sur les propositions législatives européennes (*NP29/Lequiller*);

- Plusieurs membres proposent d'ajouter un point spécifiant que les ordres du jour du Conseil devraient indiquer toute réserve d'examen en suspens et, lorsqu'un accord intervient en dépit de telles réserves, les raisons de cet accord (*NP17/Stuart et 18 cosignataires, NP5/Andriukaitis et 2 cosignataires*);
- Certains membres proposent de modifier le point 7 du projet de protocole (concernant la transmission du rapport annuel de la Cour des comptes) en ajoutant que les commissions spécialisées des parlements nationaux devraient pouvoir accéder à tout document dont elles feraient la demande, éventuellement de manière confidentielle (*NP25/Bonde, Seppänen*);
- Certains membres proposent d'ajouter l'obligation pour le médiateur européen de faire parvenir aux parlements nationaux, en même temps qu'au Parlement européen, son rapport annuel (*NP14/Belohorska et 2 cosignataires*);
- Plusieurs membres proposent d'ajouter un point indiquant que la Commission doit répondre sans délai aux demandes d'information et aux questions au sujet de ses propositions émanant des parlements nationaux ou de leurs commissions (*NP17/Stuart et 18 cosignataires, NP5/Andriukaitis et 2 cosignataires*);
- Certains proposent que, dans plusieurs points du texte du protocole les références à "la Commission" soient remplacées par des références au "Parlement européen" et inversement (ce qui implique un changement des procédures) (*NP11/Kirkhope, NP34-37/The Earl of Stockton*).

c) *Délais applicables aux différents éléments du protocole*

- Les amendements proposés concernant le point 1 du projet de protocole, relatif à la transmission, par la Commission, de documents de consultation aux parlements nationaux comportent un ajout en vertu duquel cette transmission devrait se faire "lors de la publication" (NP17/Stuart et 18 cosignataires, NP5/Andriukaitis et 2 cosignataires, NP31/Azevedo, Nazaré Pereira).

- Plusieurs des amendements proposés dans ce domaine portent sur le point 4 du projet de protocole, qui prévoit qu'un délai de six semaines s'écoule entre le moment où une proposition législative est transmise par la Commission et la date à laquelle elle est inscrite à l'ordre du jour du Conseil en vue de son adoption. Plusieurs membres de la Convention proposent d'ajouter une disposition restrictive prévoyant qu'aucun accord formel ou informel sur la proposition ne doit intervenir au cours de cette période (NP17/Stuart et 18 cosignataires, NP5/Andriukaitis et 2 cosignataires, NP31/Azevedo, Nazaré Pereira).

Selon une des propositions, le calendrier visé au point précité devrait prévoir une période "supérieure à 6 semaines" (NP33/Fischer). Certains suggèrent de supprimer la référence aux exceptions pour des raisons d'urgence et proposent que le délai de six semaines s'applique également à l'inscription des documents à l'ordre du jour des groupes de travail du Conseil "pour négociation" (NP25/Bonde, Seppänen). Une proposition vise à supprimer l'ensemble du point 4 (NP6/Voggenhuber). Une autre proposition a pour objet de supprimer, dans ce point, la référence (à la transmission des textes) aux parlements nationaux (NP26/Muscardini).

- Il est proposé par ailleurs d'ajouter dans ce point qu'un "délai raisonnable" s'écoule entre l'examen d'une proposition par le Coreper et l'adoption d'une position commune par le Conseil (NP29/Lequiller). Plusieurs membres proposent d'ajouter (dans un point distinct) que ce délai devrait être de "dix jours francs", à moins que les propositions de la Commission ne soient adoptées sans amendement et qu'un registre ne soit tenu sur le respect de cette disposition (NP17/Stuart et 18 cosignataires, NP5/Andriukaitis et 2 cosignataires).
- Les amendements proposés concernant le point 5 du projet de protocole, qui portent sur la communication des ordres du jour et des résultats des sessions du Conseil, comportent une disposition selon laquelle le Secrétaire général du Conseil devrait communiquer les ordres du jour directement aux parlements nationaux au moins 21 jours avant les sessions du Conseil (NP4/de Vries, de Bruijn) et les résultats des travaux devraient, dans toute la mesure du possible, être communiqués dans un délai de 10 jours (NP18/Farnelitner) ou "dès que possible" (NP4/de Vries, de Bruijn), ou prévoyant que les ordres du jour et les résultats sont communiqués "au moment où ils sont établis" (NP29/Lequiller).

- Plusieurs membres proposent que la Commission transmette aux parlements nationaux en novembre de chaque année son programme législatif annuel (PN12/Duff et 16 cosignataires). Il est en outre proposé de préciser que les instruments de programmation législative ou de stratégie politique, et le rapport annuel de la Cour des Comptes visés respectivement aux points 6 et 7 du projet du texte, sont transmis directement aux parlements nationaux (PN29/Lequiller). Certains proposent que les parlements nationaux envoient à la Commission leurs observations concernant le programme législatif annuel ("catalogue annuel de la législation européenne") dans un délai de six semaines à compter de sa réception (PN25/Bonde, Seppänen).

d) *Coopération interparlementaire, y compris le rôle de la COSAC*

i) *Coopération interparlementaire en général*

Plusieurs propositions d'amendements portent sur le libellé du point 8 du projet de protocole, qui prévoit que le Parlement européen examine avec les parlements nationaux comment promouvoir de façon efficace la coopération interparlementaire au sein de l'Union européenne. Plusieurs membres proposent de rendre ce texte plus concret et plus contraignant en précisant que le parlement européen définit avec les parlements nationaux comment organiser une coopération interparlementaire régulière (PN8/Duhamel et 6 cosignataires) ou en prévoyant que les parlements nationaux et le Parlement européen favorisent cette coopération (PN31/Azevedo, Nazaré Pereira, PN32/Lopes, Lobo Antunes). Certains préfèrent indiquer que le Parlement européen et les parlements nationaux encouragent cette coopération (PN29/Lequiller). Une autre proposition met l'accent sur l'encouragement des efforts déployés par les Parlements nationaux pour améliorer la coopération interparlementaire, qui peut être bilatérale ou multilatérale (PN38/Lennmarker et 3 cosignataires). Selon l'une des modifications proposées, ce point devrait être soit clarifié soit supprimé (PN40/Kohout).

Il a également été proposé d'ajouter des points prévoyant que le Parlement européen s'efforce de faire participer des représentants des parlements nationaux aux travaux des Commissions et que des membres du Parlement européen devraient être en mesure de participer aux activités correspondantes de leur propre Parlement national, y compris le droit de présenter des questions parlementaires écrites aux ministres (PN12/Duff et 16 cosignataires).

ii) *La Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)*

Les propositions relatives à la COSAC portent sur l'ajout d'une référence au rôle de la COSAC dès le préambule et sur l'ajout de précisions supplémentaires concernant les activités de la COSAC dans le point concerné (ou en ajoutant de nouveaux points). Les modifications proposées couvrent:

- l'ajout de référence aux orientations de Copenhague sur les questions parlementaires, qui portent sur les relations entre gouvernements et parlements et qui ont été approuvées par la COSAC à Bruxelles le 27 janvier (*PN17/Stuart et 18 cosignataires, PN5/Andriukaitis et 2 cosignataires*), ou de références des normes minimales indicatives permettant un examen par les parlements nationaux, adoptées lors de cette réunion (*PN29/Lequiller*), à insérer dans le préambule du protocole;
- l'ajout d'un texte précisant que les parlements nationaux coordonneront leurs travaux au sein de la COSAC, que celle-ci peut inviter des représentants du Parlement européen à participer à ses travaux et que le Parlement consulte la COSAC en ce qui concerne le développement de la coopération interparlementaire (*PN 12/Duff et 16 cosignataires*);
- le remplacement du point 9 du projet de protocole, qui porte sur le rôle de la COSAC, par un texte prévoyant qu'une conférence interparlementaire sur les affaires européennes se substitue à la COSAC tout en faisant fond sur ses travaux ainsi que sur les orientations de Copenhague (*PN31/Azeveda, Nazaré Pereira*);
- nouveau libellé du point 8 du projet de protocole relatif à la coopération interparlementaire et transfert de cette disposition dans le point relatif à la COSAC, afin de préciser que le Parlement européen consulte la COSAC et l'invite à coopérer avec lui en ce qui concerne la promotion de la coopération interparlementaire (*PN17/Stuart et 18 cosignataires, PN5/Andriukaitis et 2 cosignataires*);
- l'ajout d'un point prévoyant que la COSAC favorise, le cas échéant, l'organisation de conférences interparlementaires sur des questions politiques spécifiques (*PN12/Duff et 16 cosignataires*);
- des références détaillées aux domaines dans lesquels la COSAC peut examiner des propositions ou des initiatives législatives, en lieu et place du texte à caractère général ("peut soumettre toute contribution qu'elle juge appropriée"), qui figurent au point 9 du projet de protocole (*PN17/Stuart et 18 cosignataires, PN5/Andriukaitis et 2 cosignataires, PN30/Costa, d'Oliveira Martins - cette dernière proposition prévoyant en outre de changer sa dénomination, qui deviendrait "conférence interparlementaire"*) et une description étoffée de la possibilité pour la COSAC d'examiner les propositions ou initiatives législatives et d'y contribuer, sans faire de référence à des domaines spécifiques (*PN7/Schlüter*);

- l'ajout d'une disposition en vertu de laquelle les contributions de la COSAC doivent faire suite à une motion de résolution et d'approbation (*PN11/Kirkhope*);
- l'ajout d'un point prévoyant que le Parlement européen, le Conseil et la Commission sont informés des contributions de la COSAC et qu'ils y répondent dans un délai de trois mois (*PN17/Stuart et 18 cosignataires, PN5/Andriukaitis et 2 cosignataires, PN29/Lequiller*);
- l'ajout d'un point prévoyant que la COSAC peut, entre autres, promouvoir l'échange d'informations et de meilleures pratiques (*PN17/Stuart et 18 cosignataires, PN5/Andriukaitis et 2 cosignataires*).

e) Autres questions

Elles concernent entre autres (propositions visant à modifier l'ordre des points du projet de protocole ou propositions à caractère linguistique ne figurant pas dans la liste):

- la dénomination de l'acte ("*Acte complémentaire*"/*Acte additionnel plutôt qu'un protocole* - *PN10/Paciotti*);
- le remplacement du préambule du projet de protocole par des dispositions à insérer dans le dispositif (*PN12/Duff et cosignataires*);
- la fusion du protocole sur le rôle des parlements nationaux et du protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité (*PN13/Teufel*);
- le remplacement, dans l'ensemble du texte du protocole, du terme "Union" par le terme "Communauté" et le remplacement du terme "Constitution" par le texte "le Traité simplifié" (*PN11/Kirkhope*);
- l'ajout d'une disposition prévoyant que, lors de l'adoption de lois cadres au sein du Conseil, les gouvernements précisent la manière dont ils entendent mettre en œuvre la mesure (*PN12/Duff et cosignataires*).

III. Liste des amendements

NP 1	<i>Serracino-Inglott, Inguanez</i>
NP 2	<i>van der Linden, Timmermans, Andriukaitis, Einem, van Eekelen, van Dijk, Altmeier</i>
NP 3	<i>van der Linden, Timmermans, van Eekelen, van Dijk</i>
NP 4	<i>de Vries, de Bruijn</i>
NP 5	<i>Andriukaitis, Gricius, Šivickas</i>
NP 6	<i>Voggenhuber</i>
NP 7	<i>Schlüter</i>
NP 8	<i>Duhamel, Marinho, Van Lancker, Berès, Carnero, Paciotti, Thorning-Schmidt</i>
NP 9	<i>Pieters</i>
NP 10	<i>Paciotti</i>
NP 11	<i>Kirkhope</i>
NP 12	<i>Duff, Helminger, Rupel, Kreitzberg, Gricius, Hasotti, Kacin, Akçam, Dybkjaer, van Eekelen, Lord MacLennan, Uzun, Matsakis, Vassoiliou, Szent-Ivanyi, Eckstein-Kovacs, Ozal</i>
NP 13	<i>Teufel</i>
NP 14	<i>Belohorska, Figel, Migas</i>
NP 15	<i>Berès</i>
NP 16	<i>Tillikainen, Peltomäki</i>
NP 17	<i>Stuart, Haenel, Costa, Dam Kristensen, Heathcoat-Amory, Kiljunen, Lekberg, Lennmarker, Liepina, Oleksy, Piks, Vanhanen, Hänni, Krasts, Kvist, d'Oliveira Martins, Svensson, Lord Tomlinson, Wagener</i>
NP 18	<i>Farnleitner</i>
NP 19	<i>Wuermeling, Altmaier</i>
NP 20	<i>Wuermeling, Altmaier</i>
NP 21	<i>Wuermeling, Altmaier</i>
NP 22	<i>Wuermeling, Altmaier</i>
NP 23	<i>Wuermeling, Altmaier</i>
NP 24	<i>Wuermeling, Altmaier</i>
NP 25	<i>Bonde, Seppänen</i>
NP 26	<i>Muscardini</i>
NP 27	<i>Hain</i>
NP 28	<i>Floch</i>

NP 29	<i>Lequiller</i>
NP 30	<i>Costa, d'Oliveira Martins</i>
NP 31	<i>Azevedo, Nazaré Pereira</i>
NP 32	<i>Lopes, Lobo Antunes</i>
NP 33	<i>Fischer</i>
NP 34	<i>The Earl of Stockton</i>
NP 35	<i>The Earl of Stockton</i>
NP 36	<i>The Earl of Stockton</i>
NP 37	<i>The Earl of Stockton</i>
NP 38	<i>Lennmarker, Lekberg, Kvist, Svensson</i>
NP 39	<i>Brok, Almeida Garrett, Alonso, Altmaier, Attalides, Azevedo, Basile, Brejc, Cisneros, Cushnahan, Demetriou, Dolores, Farnleitner, Fogler, Frendo, Giannakou, Kauppi, Kelam, Kelemen, Korhonen, Krasts, Kroupa, Kutzkova, Lamassoure, Lennmarker, Lequiller, Maij-Weggen, Mladenov, Nazaré Pereira, Piks, Rack, Santer, Stylianidis, Szajer, Teufel, Tusek, van der Linden, van Dijk, Wittbrodt, Wuermeling, Zile, Zieleniec</i>
NP 40	<i>Kohout</i>
NP 41	<i>Michel, de Gucht, di Rupo, Van Lancker, Chevalier, Nagy, Dewael</i>
